

Les Jeux en valent-ils la chandelle ?

GUILLAUME POUYANNE

Les Jeux Olympiques de Paris 2024 approchent et, avec eux, notre bonne vieille tradition française de la contestation trouve à s'exprimer pleinement. Il se passe peu de jours sans qu'une nouvelle polémique apparaisse, et de la question des transports (ils vont être saturés) à celle du logement (ils sont en nombre insuffisant), ce sont des questions éminemment urbaines qui sont posées. Les Jeux se déploient à la fois dans la ville et contre la ville.

Les Jeux dans la ville : le « miracle olympique »

Les JO constituent un accélérateur de développement urbain, du fait d'un programme d'investissement massif dans les infrastructures et les équipements de la ville. Le cas de Barcelone 1992 est emblématique : au-delà de la construction du Parc Olympique de Montjuïc, les Jeux ont été l'occasion de réhabiliter une friche industrielle de 43 ha devenue aujourd'hui un quartier de standing, d'agrandir l'aéroport, de construire un périphérique routier... Grâce aux Jeux, la Barcelone modernisée se hisse au rang de métropole européenne.

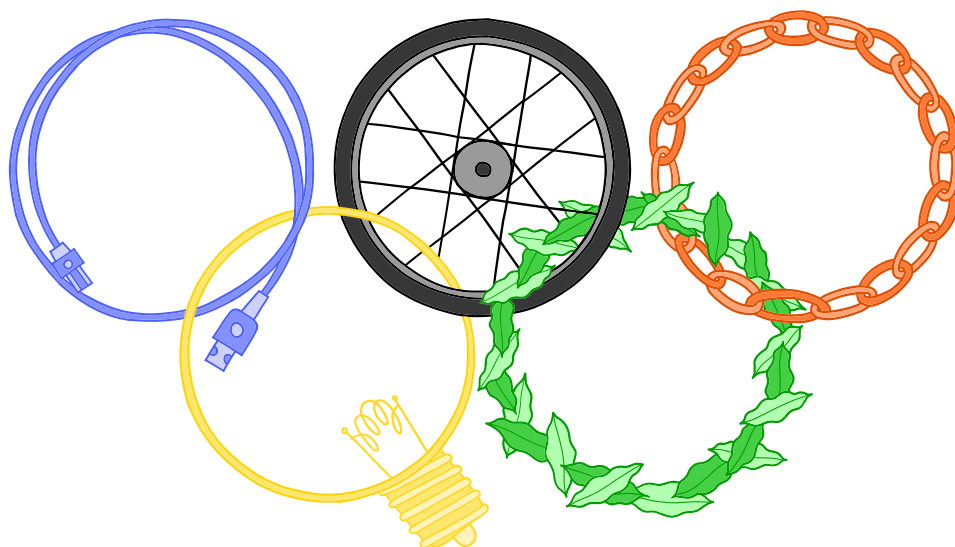
Mais les temps ont changé. Les dépassements budgétaires des éditions précédentes – la dernière édition, Tokyo 2021, a vu les dépenses doubler par rapport au budget prévisionnel pour atteindre 13 milliards d'euros – ont plutôt mis en avant la sobriété. La candidature de Paris a d'ailleurs profité d'une excellente dotation en équipements

urbains déjà existants qui a réduit le besoin d'investissements.

« Mégaévénement » planétaire, les Jeux constituent une vitrine pour la ville-hôte, et offrent l'occasion de la présenter sous ses plus beaux atours. Ne croyez pas naïvement que toutes les compétitions auront lieu dans un stade : certaines épreuves seront l'occasion de mettre en scène Paris et ses monuments emblématiques. Le tir à l'arc prendra place sur l'esplanade des Invalides, le judo sous les verrières du Grand Palais, et le beach volley à la Tour Eiffel. Et c'est sans parler de la cérémonie d'ouverture : oubliez la traditionnelle parade des délégations nationales qui tournent en rond derrière leur porte-drapeau sur

la piste. C'est sur la Seine, répartis sur 116 bateaux, que les 10 500 athlètes défileront le long de 8 km de fleuve. Ce sera l'occasion de réaliser des prises de vue saisissantes, et de soigner l'image de Paris aux yeux du monde.

Les Jeux sont l'occasion de doter la ville de nouveaux équipements. Pour Paris 2024, le programme d'investissement s'élève à 3,7 milliards d'euros, répartis sur 64 chantiers en Île-de-France. Une bonne partie de ces dépenses est consacrée à la réfection de sites déjà existants, et les infrastructures nouvelles seront finalement peu nombreuses : un grand Stade Nautique à Saint-Denis, non loin du Stade de France, ou encore une Arena à la Porte de la Chapelle (pour



la gymnastique notamment). Comme à Londres 2012, les investissements auront un rôle de rééquilibrage, en équipant des territoires notoirement sous-dotés en infrastructures.

Les équipements dédiés aux Jeux doivent pouvoir être convertis en un usage urbain par la suite. Aussi la programmation privilégie-t-elle des aménagements souples ou temporaires, modifiables à moindre coût. C'est le cas du Village Olympique, à côté de la Cité du Cinéma à Saint-Denis, et à seulement 2 km du Stade de France, construit pour accueillir les 15 000 membres des délégations nationales (athlètes, médecins, préparateurs, etc.). Entièrement clôturé pour des raisons de sécurité, le Village Olympique est un vrai quartier, avec son salon de coiffure, sa boutique de souvenirs, ses cafés et même, pour les Jeux Paralympiques, un atelier de réparation de fauteuils roulants. Un restaurant de 5 000 places et une gare routière (les déplacements des athlètes se feront en bus) viennent compléter le tout. Ce quartier de 2 800 logements deviendra « l'éco-cité de la Boucle de la Seine », accueillant après les Jeux jusqu'à 6 000 emplois et 6 000 logements. Son petit frère, le Village des Médias, qui accueillera 1 300 journalistes et techniciens, sera quant à lui reconverti en quartier d'habitation. Les appartements sont même déjà en vente... Cette programmation qui inclut dès le départ des usages multiples fait écho au succès de l'urbanisme temporaire et à la promotion de la réversibilité des usages dans les opérations d'aménagement.

Au-delà de la transformation plus ou moins profonde de la ville provoquée par ce programme d'investissements, les Jeux sont aussi une source de revenus importants pour le territoire. Il y a d'abord les 4 milliards dépensés par le Cojop (Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques, présidé par Tony Estanguet) pour l'organisation

des épreuves sportives, et qui proviennent à 96 % de fonds privés (mécénat, sponsoring). Puis, ce sont les 15 millions de visiteurs¹ qui viendront dépenser dans les magasins, hôtels et restaurants d'Île-de-France. En tout, les retombées économiques locales de Paris 2024 sont estimées entre 5,3 milliards et 10,7 milliards d'euros pour l'Île-de-France, pour une création de 119 000 à 247 000 emplois sur la période 2017-2034².

Les Jeux contre la ville : la « malédiction du vainqueur »

Pourtant, nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour dénoncer un gouffre financier dont on aurait encore du mal à voir le fond. Malgré tout le sérieux de l'étude du CDES, il est impossible d'estimer les coûts et les recettes des Jeux avec certitude. Et puis, une grande partie des retombées locales comptabilisées (comme les équipements sportifs ou le Village Olympique) proviennent de dépenses de l'État, c'est-à-dire de l'ensemble des contribuables français.

D'autant que l'inflation devrait alourdir la facture : des 6,2 milliards de départ, le budget a déjà été révisé à 7,3 milliards en juillet 2022, puis à 8,2 milliards un an plus tard, au point que certains s'inquiétaient d'un éventuel « impôt JO » à l'été 2022. À six mois de l'ouverture des Jeux, le risque d'un dérapage incontrôlable du budget est bien présent : Londres, Rio et Tokyo, les trois dernières éditions, ont doublé leur budget prévisionnel. La palme revient à Pékin 2008, qui de 2,5 milliards prévus, aurait finalement dépensé... 32 milliards. Ce phénomène est connu dans la théorie économique comme la « malédiction du vainqueur », et provient du mode de désignation de la ville-hôte par le Comité International Olympique, qui met en concurrence les projets des villes candidates. Ceci les conduit à proposer des Jeux toujours

plus magnifiques tout en sous-estimant le coût : quand la valeur de l'objet mis aux enchères n'est pas connue à l'avance, le vainqueur est celui qui a le plus surestimé la valeur de l'objet, et qui paie par conséquent plus cher que ce qu'il obtient. C'est ce qui fait dire à Victor Matheson, un expert de l'économie du sport : « Mon premier conseil pour n'importe quelle ville qui souhaite présenter sa candidature aux Olympiades est de s'enfuir au plus vite³ ».

Logement, transport, sécurité : quand les Jeux nous parlent de la ville

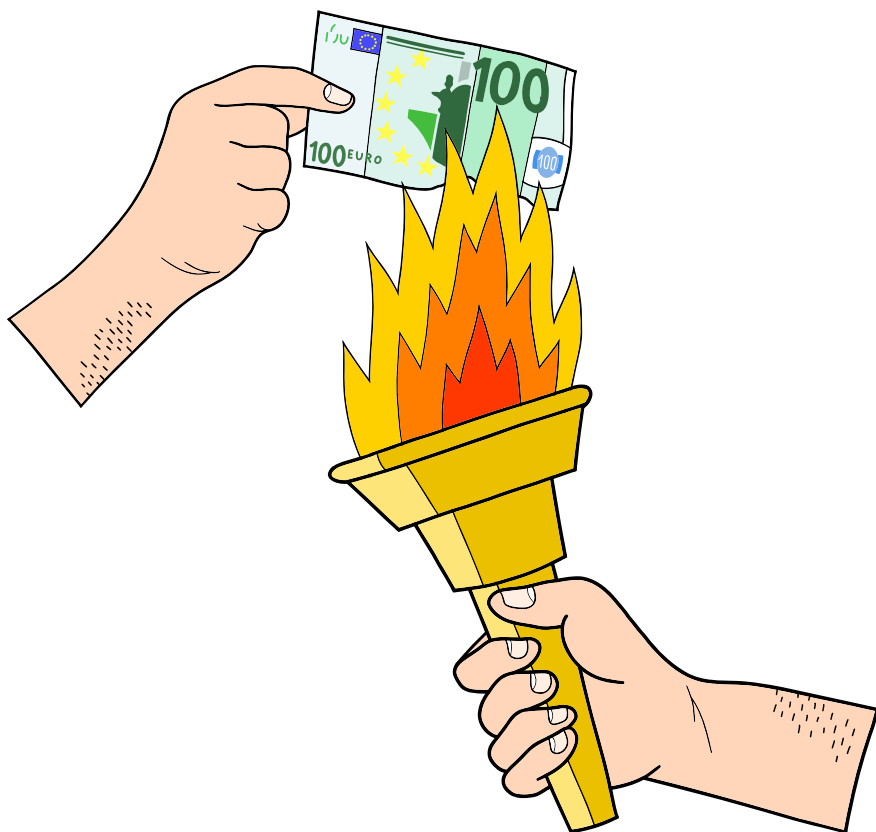
Au-delà des questions de budget, les Jeux sont aussi accusés de bouleverser la vie quotidienne des Parisiens. Face à l'afflux de visiteurs, les transports devraient être perturbés, mais sur une période (fin juillet-début août) où Paris est plutôt tranquille. Le réseau de transports publics d'Île-de-France est considéré comme suffisamment dimensionné pour absorber les visiteurs, et aucun investissement n'a été prévu dans ce domaine. Les Jeux pourraient cependant permettre d'accélérer les deux grands projets de transport parisiens (le Grand Paris Express et le Charles-de-Gaulle Express) car, en mettant autour de la table les multiples acteurs de la gouvernance francilienne (la Ville de Paris, l'Île-de-France, la Société du Grand Paris, etc.) et en les obligeant à se parler pour organiser les JO, ils créent des « synergies institutionnelles » qui pourraient faciliter la réalisation de ces grands projets.

La question du logement est autrement plus sensible. Si les athlètes et la presse auront leur village dédié, les spectateurs et les touristes devront se répartir dans les infrastructures d'accueil existantes. Les hôtels sont déjà pleins, et le recours à AirBnb s'intensifie. La tentation est grande

1 | Office du tourisme et des Congrès de Paris.

2 | CDES Centre de Droit et d'Économie du Sport, étude réalisée en 2016.

3 | France Info, 2014.



pour de nombreux Parisiens de fuir la capitale le temps des Jeux tout en se procurant un revenu en compensation. Le nombre d'annonces sur Airbnb a déjà sensiblement augmenté, ainsi que le prix de la nuitée, qui a presque doublé¹. Cette « solution » Airbnb pourrait consolider la position de la plateforme dans la capitale, par une sorte d'effet de cliquet. Ce point pourrait poser problème quand on sait à quel point la location de courte durée perturbe les marchés immobiliers métropolitains en asséchant le marché de la location traditionnelle et en accroissant les prix du logement.

Malgré tout cela, le nombre d'hébergements pourrait rester insuffisant pour accueillir cet afflux temporaire de population. Les logements étudiants, dont la plupart seront en vacances au moment des Jeux, s'impose comme la solution la plus naturelle : 1 200 logements du CROUS seront réquisitionnés, une

décision très critiquée car contraire au droit au logement. Enfin, à la fois pour cacher la misère et libérer des places d'hébergement, les SDF seront « relogés » en province – quel que soit le sens qui puisse prendre cette expression.

On le voit, toutes ces dispositions ne vont pas sans soulever des polémiques. Ce qui frappe est avant tout que ce sont des polémiques très urbaines : la question du logement en tension, ou celle de la fréquentation des transports publics sont des problèmes qui se posent déjà en temps normal dans nos villes ; les Jeux viennent achopper sur les problèmes de la ville contemporaine et les rendent plus saillants.

La dernière controverse, et non des moindres, concerne la sécurité. Caisse de résonance médiatique unique au monde (plus d'un milliard de téléspectateurs assisteront à la cérémonie d'ouverture), les Jeux sont un cadre

idéal pour une attaque terroriste. On se souvient de la tragique prise d'otages des athlètes israéliens par l'organisation palestinienne « Septembre Noir », lors des JO de Munich en 1972, qui résonne lugubrement avec l'actualité internationale de 2023. Aussi le dispositif sécuritaire est-il impressionnant : 10 000 militaires de la force Sentinelle, autant de policiers et de gendarmes, et pas moins de 25 000 agents privés assureront la sécurité des différents sites sportifs, du transport des athlètes, etc. Bien sûr, le Village Olympique est entièrement clôturé. Une force antidrones sera déployée, notamment pendant la cérémonie d'ouverture où l'on n'attend pas moins de 600 000 personnes présentes le long de la Seine – sans oublier bien sûr la lutte contre le cyberterrorisme (les JO de Tokyo avaient enregistré pas moins de 4 milliards de raids informatiques en 2021).

Encore une fois, le sujet est celui de la ville contemporaine. La vulnérabilité au terrorisme, tout comme l'insécurité du quotidien, appellent des réponses sécuritaires qui consistent à contrôler toujours davantage l'espace public et sa fréquentation et, ainsi, restreindre toujours un peu plus les libertés publiques : il a ainsi été question d'expérimenter la reconnaissance faciale par des caméras de vidéosurveillance pendant les Jeux, avant que le projet soit finalement abandonné. Les Jeux ont donc tendance à révéler sous une lumière crue les grands problèmes des métropoles modernes, de la saturation des transports à la pénurie de logements en passant par la maîtrise de l'espace urbain. Parler des Jeux, c'est parler de la ville. —

1 | +85 % précisément, selon Airbnb, cité par Le Journal de Montréal dans un article de 2022.